



**PRÉFET
DE LA LOZÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Gard-Lozère
DREAL UiD Gard-Lozère
Cellule Carrières
4 avenue de la Gare/ BP132
48000 Mende

Mende, le 28/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Les Falaises d'Or

chemin de Bois de Pignet
48800 Saint-André-Capcèze

Références : 2025-10-
Code AIOT : 0006602121

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement Les Falaises d'Or implanté Combe les airs près du Col des Tribes 48190 LE BLEYMARD 48190 Mont Lozère et Goulet. L'inspection a été annoncée le 04/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Falaises d'Or
- Combe les airs près du Col des Tribes 48190 LE BLEYMARD 48190 Mont Lozère et Goulet
- Code AIOT : 0006602121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société des carrières lozériennes exploite une carrière à ciel ouvert de roche calcaire sise au lieu-dit « Combe les airs » sur la commune de Bleymard. Actuellement, la société « Les Falaises d'Or » est locataire-gérante pour l'exploitation de la carrière.

La carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2009-201-014 du 20 juillet 2009 pour une durée de 20 ans et pour une extraction de 20 000 tonnes/an à l'aide d'explosifs et engins mécaniques.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Acte de cautionnement	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 1.10.2.3	Levée de mise en demeure
2	équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2.1.5	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a été mis en demeure par l'arrêté préfectoral n°PREF-DREAL-2025-055-002 du 24 février 2025. L'exploitant s'est mis en conformité avec la transmission d'un acte de cautionnement actualisé, et avec l'évacuation des équipements abandonnés.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure n°PREF-DREAL-2025-055-002 du 24 février 2025 est levé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Acte de cautionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 1.10.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant l'issue de chaque période quinquennale, le montant de la période quinquennale suivante, tel que défini ci-dessus à la date d'autorisation, est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01 ainsi que la TVA suivant les modalités de l'arrêté ministériel du 9 février 2004. L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n°PREF-DREAL-2025-055-002 du 24 février 2025 de respecter les dispositions de l'article 1.10.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2009-201-014 du 20 juillet 2009 en produisant et en transmettant à Monsieur le préfet une attestation de cautionnement des garanties financières actualisées, dont le montant est calculé :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. sur la base du montant prévu à l'article 1.10.2.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2009 susvisé pour la quatrième phase quinquennale d'exploitation (38 300 euros), 2. et selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières. <p>Lors de la visite d'inspection du 26 février 2025, l'exploitant avait mis à disposition un acte de cautionnement au nom de la société Les Falaises d'Or, société non-proprétaire de l'autorisation d'exploiter. L'inspection avait demandé que l'exploitant transmette le contrat de location-gérance entre la société Les Falaises d'Or et Les Carrières Lozériennes. Par courrier du 26 février 2025, reçu le 13 mars 2025 à la préfecture de la Lozère, l'exploitant a transmis le contrat de location gérance assortie de promesses unilatérales de vente et de l'acte de cautionnement.</p>

L'exploitant s'est mis en conformité par rapport à l'article 1.10.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2009-201-014 du 20 juillet 2009.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : équipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2009, article 2.1.5
Thème(s) : Autre, équipements abandonnés
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus sur le site.
Constats : L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral n°PREF-DREAL-2025-055-002 du 24 février 2025 de respecter les dispositions l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2009-201-014 du 20 juillet 2009 susvisé en faisant procéder à l'évacuation de l'installation de traitement des matériaux obsolète, ainsi que de tout matériel abandonné, au sein de la filière appropriée et dûment autorisée ; et en transmettant au préfet les justificatifs d'évacuation. La préfecture de la Lozère a reçu un courrier le 1er août 2025 de la part de l'exploitant. Ce courrier indique que l'exploitant a procédé à l'évacuation de l'installation de traitement des matériaux obsolète, ainsi que de tout matériel abandonné, au sein de la filière appropriée et dûment autorisée. Lors de la présente visite, l'inspection constate que les équipements abandonnés ont été évacués. L'exploitant s'est mis en conformité par rapport à l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral n°2009-201-014 du 20 juillet 2009.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure